Novembre Décembre 2025
N° 191 2 €

PCRF
Parti Communiste Révolutionnaire de France

INTERVENTION COMMUNISTE

JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE





L'impérialisme français : le choix de la guerre contre les besoins populaires !

« *La France doit accepter de perdre ses enfants* », cette phrase, prononcée le 18 novembre 2025 par F. Mandon, actuel chef d'état-major des armées, est bien le signe de ce qu'est l'impérialisme français aujourd'hui : un régime tendu vers la guerre, moyen désormais privilégié pour assurer la pérennité de sa classe capitaliste et pour poursuivre sa politique de destruction massive des acquis sociaux .

Un formatage des esprits

Dans cette optique, rien n'est laissé au hasard, et ce sont tous les acteurs de l'Etat bourgeois qui sont mobilisés :

C'est d'abord un matraquage idéologique et médiatique continu visant à convaincre l'opinion publique d'une attaque imminente de la Russie, qui, selon le même Général Mandon, « *se prépare à une confrontation à l'horizon 2030 avec nos pays* ». On cherche en vain les preuves tangibles d'une telle préparation contre la première puissance nucléaire d'Europe, de la part d'un Etat impérialiste empêtré dans sa guerre en Ukraine depuis bientôt 4 ans…

Le formatage des consciences est savamment opéré au cœur même de la jeunesse, qui depuis dix ans, reçoit dans les collèges et lycées des heures de propagande, sous couvert d'éducation civique, sur les « valeurs républicaines » bourgeoises bien sûr…, sur « l'esprit de défense et de patriotisme », et voit se développer, parallèlement au SNU (arrêté en raison de son coût) les « classes défense et sécurité globale » issues d'un partenariat entre le ministère des Armées et le ministère de l'Éducation nationale, destinées à « renforcer le lien Armées-Nation ». Lavage de cerveau relativement efficace, puisqu'une étude récente, menée par la politiste Anne Muxel, montre le fort recul de l'antimilitarisme dans la jeunesse, permettant à l'armée, sur fond de chômage accru, de devenir l'un des plus gros recruteurs de France, avec 90 000 candidats par an à ses tests de recrutement.

C'est sur ce terrain idéologique bien préparé que Macron peut avancer sa mesure, annoncée le 27 novembre 2025, de service militaire volontaire, dit « service national », un service « purement militaire » réservé aux jeunes majeurs volontaires et limité à une période de dix mois, généreusement rémunéré par 800 euros mensuels… Sans surprise, les réactions politiques vont de la franche approbation à droite, au RN et chez le va-t'en-guerre Glucksmann, à une timide contestation, à gauche, liée essentiellement au coût de la mesure (2 milliards d'euros) ; mais au-delà des nuances exprimées, le chœur commun politico-médiatique adopte la justification présidentielle et gouvernementale, comme le relaie par exemple Le Monde du 28 novembre 2025 : « *l'annonce de M. Macron peut être analysée à la fois comme la réponse d'un pays démocratique au bellicisme de Vladimir Poutine et comme un message de solidarité à ses voisins européens eux aussi mis au défi.* »

Un budget pour la guerre et la répression…

L'Etat français, qui s'affiche ainsi comme le bras armé de l'Europe, sans oublier de servir prioritairement ses propres monopoles, met en conformité son projet de budget et ce double objectif : avec un budget de 57,1 Mds d'euros, l'armée obtient 6,7 milliards d'euros en plus pour 2026, soit le double de ce que prévoyait la Loi de Programmation Militaire 2024-2030 ; en 2027, le budget de la défense sera le double de celui de 2017, soit 64 milliards d'euros, dépassant pour la première fois le budget de l'Education nationale. Là encore, on assiste à une sorte d'« union sacrée » parlementaire autour de la hausse des crédits de guerre, rappelant étrangement celle de 1914, quand on sait que, par exemple, LFI a voté contre à l'Assemblée à cause de… son insuffisance !

La mise au pas militaire ne suffisant pas à juguler les risques de débordement, au sein de la jeunesse et des masses populaires sacrifiées, le projet de budget de notre impérialisme active également ses leviers répressifs, en augmentant les crédits alloués à la police (+ 600 millions) et à la justice (+ 200 millions).

Quel financement de ces hausses, alors qu'il n'est question que de réduction de la dette ? La réponse est donnée par la ministre des Armées C. Vautrin elle-même : « *des économies forcées sur les autres ministères se traduisant par des redéploiements* ».

…. et pour les profits des monopoles !

La note à payer, pour les masses populaires, sera donc plus salée que jamais, avec de nouveaux coups portés contre les services publics, notamment dans la santé, l'éducation et la culture, contre le monde associatif, contre les collectivités territoriales, contre la protection sociale, contre les salaires (voir notre article sur le budget en page 6). Dans le même temps sont préservés (et même renforcés dans la version adoptée par le Sénat en décembre) les multiples cadeaux faits aux entreprises, qui selon le rapport du Haut-commissariat à la stratégie et au Plan, s'élevaient globalement à 272 Mds d'euros en 2023, dont 112 Mds de l'Etat, montant à mettre en regard avec celui du projet de budget 2026, qui est de 501 Mds d'euros.

Rappelons par ailleurs que la bonne santé des monopoles français et de l'oligarchie financière (voir notre article à ce sujet en page 5) est en grande partie le fruit des budgets de classe qui se sont succédé depuis plusieurs décennies, en particulier sous le repris de justice Sarkozy, le socialiste Hollande et le « Président des riches » Macron .

Lutter pour nos droits sociaux, c'est lutter contre la guerre !

Les dernières semaines consacrées au débat parlementaire sur les budgets de la Sécu et de l'Etat montrent qu'aucun changement significatif n'est à attendre de ce Parlement, où pas une seule voix ne s'élève contre la dictature de classe exercée à travers les politiques gouvernementales mises en œuvre.

Pour la classe ouvrière exploitée et la jeunesse populaire malmenée, la seule issue vers de nouvelles victoires et vers la préservation de la paix est au bout du chemin de la lutte, organisée localement sur son lieu de travail ou de formation, puis fédérée en lutte nationale, et s'élevant au rang de vaste mouvement populaire tourné vers la perspective d'une révolution sociale libératrice, sous l'impulsion d'un Parti communiste révolutionnaire de France fort.

SOMMAIRE

P.2 et 3 : Luttes
P.4 : Gouvernement Lecornu 2
P.5 : Actualité des monopoles français
P.6 : Budget 2026
P.7 à 10 : *La Relève* (*1ère guerre mondiale - Crise climatique - Enseignement supérieur - Génocides*)
P.11 : Violences faites aux femmes
P.12 : Venezuela
P.13 et 14 : Octobre 17, Evénement KKE
P. 15 et 16 : Léninisme et question palestinienne

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !